



# BANQUE DU CANADA

**RAPPORT ANNUEL AU  
MINISTRE DES FINANCES**

**ET RELEVÉ DES COMPTES**

**POUR L'ANNÉE 1953**





## BANQUE DU CANADA

Ottawa, le 10 février 1954

L'HONORABLE D. C. ABBOTT, C.R.,  
Ministre des Finances,  
Ottawa.

Monsieur le ministre,

Conformément aux dispositions de la Loi sur la Banque du Canada, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint en double exemplaire le relevé des comptes de la Banque pour l'exercice 1953, signé par le gouverneur et le comptable en chef et certifié par les vérificateurs, dans la forme prescrite par les statuts de la Banque.

L'activité économique a atteint un niveau sans précédent au Canada en 1953. La production a augmenté assez fortement durant le second semestre de 1952 et cette augmentation s'est maintenue pendant tout 1953 pour s'atténuer un peu toutefois vers la fin de l'année. La consommation et le placement ont tous deux accusé des augmentations considérables et, durant toute l'année 1953, la production nationale brute a été d'environ 3½ p. cent plus élevée qu'en 1952. La forte hausse du placement a été financée en partie par une épargne domestique accrue et, dans une mesure plus large encore, par une lourde importation nette de capital étranger qui s'est chiffrée à environ 450 millions de dollars. Par opposition à cette importation nette de capital se trouve une importation nette de marchandises et de services, représentant un déficit dans le compte courant de notre solde de paiements internationaux. L'immobilisation a été plus intense au Canada qu'aux Etats-Unis et, en général, l'activité économique aux Etats-Unis semble s'être ralentie plus tôt qu'au Canada. Les mesures monétaires ont exercé une influence restrictive au cours du premier semestre de l'année et les taux d'intérêt se sont quelque peu raffermis, mais un allègement notable des taux se produisait vers la fin de 1953.

## Chiffres approximatifs des dépenses en marchandises et services<sup>(1)</sup>

	1952	1953	Augmentation de 1952 à 1953		
	Milliards \$	Milliards \$	Prix <sup>(3)</sup> %	Volume réel <sup>(3)</sup> %	
Dépenses personnelles en marchandises de consommation . . . . .	14.3	15.0	.7	0	5
Ensemble des dépenses du Gouvernement du Canada, des provinces et des municipalités en marchandises et services . . . . .	4.2	4.4	.2	3	2
Nouvelles dépenses pour le logement, l'usine et l'outillage . . . . .	4.2	4.6	.4	2	7
Changement dans les stocks de marchandises					
Commerce . . . . .	.1	.4	.4		
Agriculture . . . . .	.3	.2	.1		
Exportations (y compris les services)	5.6	5.5	.1	1	1
Total des dépenses (y compris le facteur des importations) . . . . .	28.5	30.1	1.6		
Moins les importations <sup>(2)</sup> (y compris les services) . . . . .	5.4	5.9	.5	0	9
Chiffre brut des dépenses nationales (= Chiffre brut de la production nationale)	23.1	24.2	1.1	1	3½

- (1) Principalement d'après les prévisions du Bureau fédéral de la Statistique.
- (2) Le facteur d'importation compris dans les chiffres des dépenses indiqués à la première partie du tableau doit être déduit pour arriver au chiffre de dépenses en produits canadiens.
- (3) Les changements dans l'évaluation des prix et du volume sont approximatifs seulement.

Les dépenses représentant de nouvelles immobilisations pour le logement, l'usine et l'outillage ont été une cause majeure de la hausse continue du rendement national. Le volume réel du placement domestique de cette catégorie chez les particuliers a augmenté d'environ 7 p. cent par comparaison avec l'année précédente, cette hausse provenant surtout d'une expansion d'environ un tiers dans les déboursés pour la construction d'habitations. L'année 1953 a vu une tendance assez généralisée vers un accroissement des stocks de marchandises, lesquels étaient demeurés relativement stationnaires en 1952. Des augmentations se sont aussi produites dans les stocks agricoles et les stocks de céréales livrés aux débouchés commerciaux.

Les dépenses en marchandises et services dans toutes les divisions du Gouvernement ont, en 1953, accusé un volume supérieur de 2 p. cent à celui de 1952. Ce chiffre représente un fléchissement évident à la suite de l'augmentation de 25 p. cent relevée de 1951 à 1952 alors que les dépenses aux fins de la défense s'accroissaient rapidement.

La hausse la plus considérable dans le chiffre brut de la dépense nationale se trouve à la rubrique de la consommation personnelle où l'augmentation réelle s'établit à environ 5 p. cent. Cette hausse a suivi celle de 6 p. cent notée durant 1952, la consommation antérieure à cette année-là s'étant accrue à un taux beaucoup plus lent de 1946 à 1951, soit en moyenne  $2\frac{1}{2}$  p. cent par an. Au cours de 1953, presque toutes les catégories de dépenses du consommateur ont accusé une hausse; les achats de nouvelles automobiles pour particuliers ont dépassé de 24 p. cent ceux de 1952. Les importations de biens de consommation ont continué à augmenter et, dans certains cas, ont constitué une proportion croissante de l'ensemble du marché.

La hausse dans les dépenses du consommateur pendant 1953 a résulté d'un revenu personnel plus élevé, ce qui a également rendu possible un montant net d'épargne particulière supérieur au montant signalé en 1952. L'augmentation du revenu personnel s'est trouvée principalement dans les salaires et fut surtout causée par la montée constante du taux des salaires. Les changements survenus dans les salaires industriels moyens à l'heure sont indiqués au tableau à la page suivante.

Au cours de 1953 le nombre de personnes occupant un emploi était en moyenne de 2 p. cent plus élevé qu'en 1952. La moitié environ de cet accroissement s'est présentée dans les industries manufacturières et le reste principalement dans le commerce et les services. Pendant presque toute l'année le chômage a été légèrement inférieur à ce qu'il fut en 1952. Toutefois à la fin de 1953 le placement ne se maintenait pas au même rythme que l'augmentation annuelle de la masse ouvrière et, en décembre, le nombre de personnes sans emploi et en quête d'ouvrage s'établissait approximativement à 190,000, à comparer avec 132,000 en décembre 1952.

## Salaires moyens à l'heure dans l'industrie

	Cents par heure <sup>(1)</sup>			Hausse du pourcentage	
	1 <sup>er</sup> Déc. 1951	1 <sup>er</sup> Déc. 1952	1 <sup>er</sup> Nov. 1953	1951-52	1952-53
	Manufactures . . . . .	125	132	137	6
Mines . . . . .	139	152	156	9	3
Construction . . . . .	125	137	147	10	7
Moyenne . . . . .	126	134	140	7	4
Moyenne en dollars, déc. 1951 <sup>(2)</sup>	126	137	142	9	4

(1) Chiffres du Bureau fédéral de la Statistique.

(2) Conforme aux changements dans l'Indice des prix à la consommation.

Les indices généraux des prix du gros et du détail n'ont indiqué que peu de changements durant l'année après les baisses notées au cours de 1952. L'écart entre les principaux groupes de prix semble avoir été moins élevé que celui des dernières années. Les prix d'importation en général n'ont accusé aucun changement; les prix d'exportation ont été un peu moindres seulement que ceux de 1952 et la relation entre la moyenne des prix agricoles et celle des prix non-agricoles n'a guère varié.

### Indices des prix<sup>(1)</sup>

(Moyenne de 1952 = 100)

	Fin 1951 <sup>(2)</sup>	Fin 1952 <sup>(2)</sup>	Moyenne 1953	Déc. 1953 <sup>(2)</sup>
<b>Prix du consommateur</b>				
Ensemble des facteurs . . . . .	101	99	99	99
Produits alimentaires . . . . .	105	97	96	96
Produits non-alimentaires . . . . .	100	100	100	101
<b>Prix du gros</b>				
Ensemble des facteurs . . . . .	105	98	98	97
Matières premières . . . . .	108	96	95	93
Manufactures . . . . .	104	99	99	99

(1) Chiffres du Bureau fédéral de la Statistique ramenés à la base de moyenne 1952 = 100.

(2) Les indices des prix du consommateur sont établis au 1er janvier 1952 et 1953 et au 1er décembre 1953. Les indices des prix du gros sont pour la mi-décembre dans tous les cas.

**ÉPARGNE ET PLACEMENT** • Comme l'indique le sommaire ci-après, les nouvelles immobilisations faites au Canada en 1953, y compris les placements publics et particuliers et l'augmentation des stocks de marchandises, ont atteint un total approximatif de 6,200 millions de dollars. Ce chiffre dépasse de 13 p. cent celui de 1952 et égale presque 26 p. cent de la production nationale brute.

**Dépenses de placement et provenances des fonds**  
(milliards de dollars)

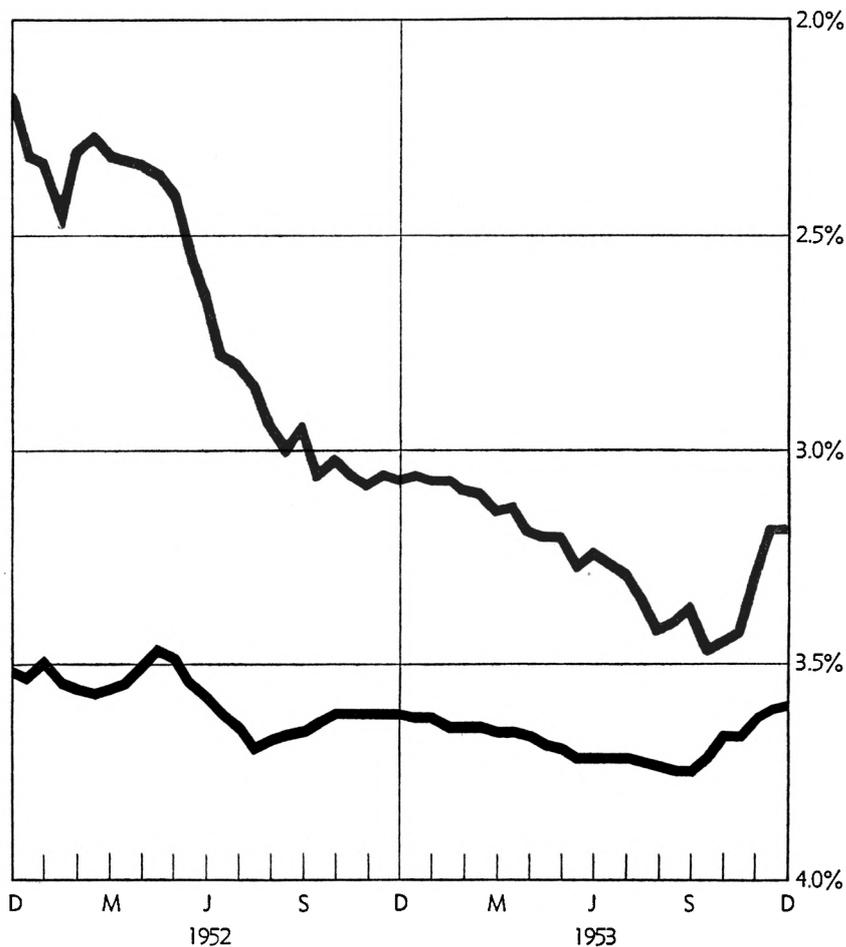
	<u>1950</u>	<u>1951</u>	<u>1952</u>	<u>1953</u> (prélim.)
<b>Dépenses de placement</b>				
Construction d'habitations . . . . .	.8	.8	.8	1.1
Construction autre que d'habitations				
Machines et outillage . . . . .	2.4	3.0	3.4	3.5
Placements des gouvernements <sup>(1)</sup> . . . . .	.6	.8	1.0	1.0
Hausse des stocks de marchandises <sup>(2)</sup> . . . . .	1.0	1.6	.3	.6
	<u>4.8</u>	<u>6.2</u>	<u>5.5</u>	<u>6.2</u>
Total des dépenses de placement . . . . .				
Total des dépenses de placement prises comme pourcentage de la production nationale brute	26%	28%	24%	26%
<b>Provenances des Fonds</b>				
Épargne "personnelle"★ . . . . .	.7	1.4	1.4	1.5
Bénéfices de corporations retenus . . . . .	.8	.7	.6	.7
Rabais pour dépréciation . . . . .	1.6	1.9	2.1	2.3
Gouvernements . . . . .	1.3	1.8	1.3	1.1
Importation ou exportation nette de capital . . . . .	.3	.5	.2	.4
	<u>4.7</u>	<u>6.3</u>	<u>5.3</u>	<u>6.1</u>
Total des provenances de fonds . . . . .				
Facteur de balance—Règle- ments, erreurs et omissions (chiffres nets) . . . . .	.1	.1	.2	.1

★ L'épargne "personnelle" apparaissant dans les Comptes nationaux inclut l'épargne des cultivateurs, des entreprises commerciales non érigées en corporations et celle de toutes autres personnes et groupements à l'exception des corporations et des gouvernements.

(1) Inclut les dépenses du Gouvernement fédéral aux fins de la construction de défense et les avances de capital à l'industrie de défense, mais ne comprend pas les dépenses de placement des entreprises commerciales appartenant au Gouvernement.

(2) Changements dans les valeurs comptables commerciales et la valeur courante du changement réel dans les stocks agricoles.

Le nouveau chiffre net de l'épargne particulière a augmenté de façon modérée en 1953 et les fonds destinés aux placements nouveaux résultant de rabais pour dépréciation ont aussi accusé



**RENDEMENTS DES OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT  
DU CANADA**

-  Rendement, obligation théorique à 2 ans
-  Rendement, obligation théorique à 15 ans

une hausse légère. Les provenances domestiques, prises dans leur ensemble, n'ont fourni qu'une fraction de l'épargne accrue requise pour couvrir l'augmentation du total des placements en 1953 et le Canada, de petit exportateur net de capital qu'il était en 1952, en est devenu un importateur net considérable en 1953.

Au cours de l'année à l'étude, comme c'est habituellement le cas, l'épargne nouvelle des particuliers, pris comme groupe, a été supérieure à leurs nouveaux placements en avoirs réels, alors que la situation opposée se rencontrait dans les entreprises commerciales prises comme groupe. Les fonds sont transférés par plusieurs débouchés reliant le particulier à l'entreprise commerciale, ou au sein même de ces groupes, des endroits où surgit un surplus d'épargne aux endroits où le besoin s'en fait sentir pour financer des placements réels. Le marché des valeurs mobilières et les banques sont les principaux agents de cette méthode de transfert et les aspects les plus importants de ce déplacement de capitaux sont mentionnés plus loin au présent rapport.

**MARCHÉ DES VALEURS MOBILIÈRES** • La hausse totale dans l'épargne et le placement n'a pas été accompagnée d'un accroissement dans le volume des nouvelles émissions nettes des gouvernements provinciaux et municipaux et des corporations. Les gouvernements provinciaux et municipaux ont augmenté leurs emprunts aux Etats-Unis, mais la somme nette de leurs nouveaux emprunts au Canada a fléchi d'un montant à peu près égal. Le montant net des nouvelles émissions d'obligations et d'actions par des corporations canadiennes a diminué, tant sur le marché domestique qu'à l'étranger. Les détails des nouvelles émissions nettes par classe d'emprunteur et par devise apparaissent au tableau suivant:

**Nouvelles émissions approximatives<sup>(1)</sup> payables  
au Canada ou à l'étranger**  
(millions de dollars)

	Payables en dollars canadiens seulement		Payables en entier ou au choix à l'étranger		Total	
	1952	1953	1952	1953	1952	1953
Obligations provinciales <sup>(2)</sup>	206	102	53	160	259	262
Obligations municipales	144	126	41	55	185	181
Obligations de corporations	210	193	150	118	360	311
Total obligations	560	421	244	333	804	754
Actions de corporations					234	206
Total					1,038	960

(1) D'après la date de livraison lorsqu'on la connaît.

(2) Inclut les garanties provinciales des émissions hydroélectriques, municipales et autres.

Le montant entier des nouveaux fonds obtenus sur le marché domestique par des émissions d'obligations et d'actions, en 1953 comme en 1952, provenait de sources autres que les banques. Les valeurs provinciales, municipales et de corporations inscrites au portefeuille des banques à charte ont accusé un fléchissement en 1953 et le reste du marché a absorbé un peu plus que le montant total des nouvelles émissions nettes. Les compagnies d'assurance-vie ont augmenté considérablement les émissions de corporations qu'elles avaient en portefeuille, et les portefeuillistes individuels ont été d'importants acheteurs nets de nouvelles émissions offertes par les emprunteurs provinciaux et municipaux et les corporations.

En ce qui concerne les titres du Gouvernement du Canada, on a noté une légère hausse au cours de l'année dans le portefeuille du régime bancaire (la Banque du Canada et les banques à charte). Les non-résidents ont diminué le montant des obligations du Gouvernement dans leur portefeuille et les résidents, hors du régime bancaire, ont été des acheteurs nets notables. L'augmentation nette du volume total des Obligations d'épargne du Canada et des certificats d'épargne de guerre détenus par des particuliers a été de 381 millions de dollars au cours de l'année.

Une augmentation des valeurs négociables à court terme du Gouvernement du Canada au portefeuille public s'est produite en 1953. Les valeurs à court terme au portefeuille du régime bancaire ont diminué et les valeurs détenues par les corporations et portefeuillistes autres que les banques ont augmenté lors du renouvellement d'émissions parvenues à échéance; il y a eu aussi un bien plus fort volume de transactions dans les valeurs à brève échéance au cours de l'année.

Une demande étendue et active de valeurs à court terme du Gouvernement constitue l'un des aspects essentiels d'un marché monétaire à opération efficace. La Banque du Canada a toujours cherché à encourager l'expansion d'un marché pour les valeurs à court terme au pays et plusieurs nouvelles démarches ont été faites en ce sens au cours de 1953. Le Gouvernement du Canada a modifié ses offres régulières de bons du Trésor en les annonçant à la semaine au lieu de tous les quinze jours, et il a lancé des bons à 273 jours en plus des bons ordinaires à 91 jours. Ces deux innovations ont été bien accueillies du marché et elles ont activé la demande pour ce genre de valeurs non moins que leur négociation. Au cours de l'année qui vient de s'écouler la Banque du Canada a établi des conventions d'achat et de vente avec les courtiers en obligations, qui sont devenus des marchands de valeurs à court terme du Gouvernement du Canada. En vertu de ces conventions un courtier peut, sous réserve de certaines limites établies, vendre des bons du Trésor et des obligations à brève échéance du Gouvernement du Canada à la Banque du Canada avec l'entente qu'il les rachètera à bref délai, moyennant rendement

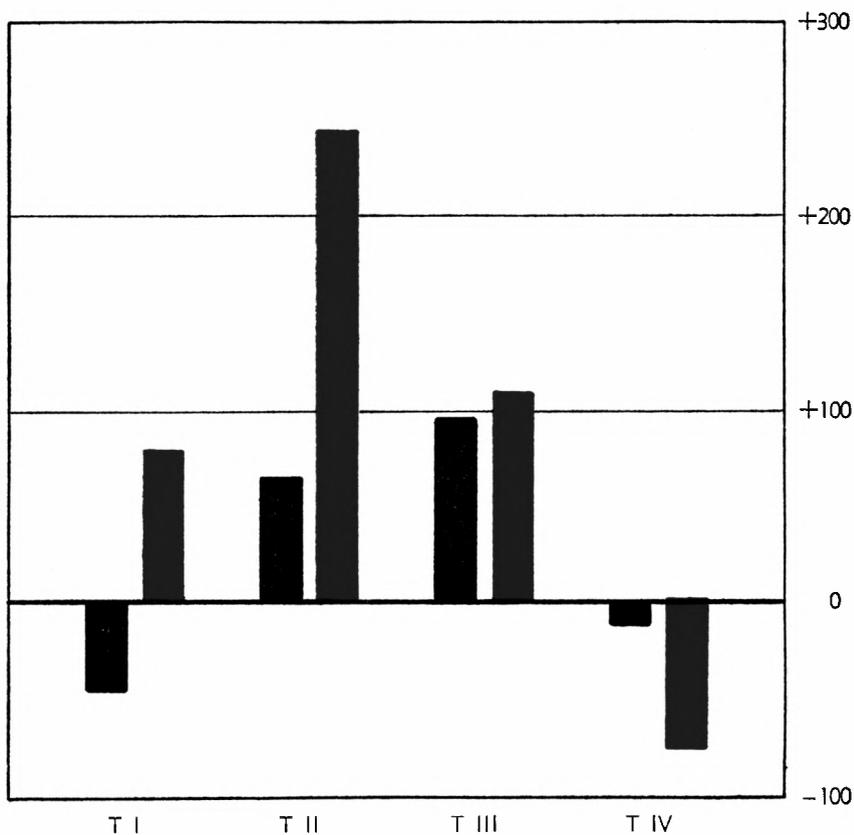
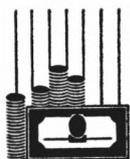
à la Banque déterminé au préalable. Ces dispositions offrent aux marchands de titres une méthode alternative pour le financement de leurs stocks de ce genre de valeurs, ce qui leur permet de répondre en tout temps aux besoins de leurs clients, y compris les autres courtiers en obligations qui ne trafiquent qu'à l'occasion en valeurs à court terme. Cet arrangement a aussi l'effet de soulager le marché de toute pression excessive advenant une pénurie temporaire dans l'encaisse des banques à charte. Le développement d'un marché plus étendu pour les bons du Trésor et les obligations à court terme est utile également aux banques à charte qui désirent régler l'état de leur encaisse soit en augmentant ou en réduisant leurs portefeuilles.

Les taux d'intérêt n'ont accusé en général que peu de changement pendant l'année. Le rendement des obligations à long terme du Gouvernement du Canada s'est quelque peu accru durant le premier semestre, pour fléchir de nouveau au second. Les rendements des émissions à long terme des provinces, municipalités et corporations ont subi un léger déclin au cours de l'année. Quant aux valeurs à court terme, les titres du Gouvernement du Canada ont vu leur rendement s'accroître un peu, surtout pendant les neuf premiers mois de l'année. Un changement très important s'est produit dans le cas des bons du Trésor à 91 jours, leur rendement ayant augmenté de 1.349 p. cent qu'il était à la fin de 1952 jusqu'à 1.890 p. cent à la fin de 1953. Les autres émissions à brève échéance ont vu leur rendement diminuer après le mois de septembre.

**SITUATION MONÉTAIRE** • Le tableau à la page 11 résume l'étendue et la nature des changements survenus dans l'actif et le passif canadiens des banques à charte au cours de 1953.

La hausse de l'actif canadien total des banques à charte a été plus qu'égalée par l'augmentation de 607 millions de dollars dans le total des prêts. Un taux d'accroissement rapide a commencé à s'accuser dans les prêts bancaires pendant le second semestre de 1952, et s'est maintenu pendant presque tout 1953. Mais, durant le dernier trimestre de l'année, on a constaté une baisse nette de 56 millions de dollars, à comparer avec une hausse de 18 millions pendant le trimestre correspondant en 1952. (Ceci n'inclut pas les prêts spéciaux pour l'achat d'Obligations d'épargne du Canada ni l'augmentation saisonnière des prêts destinés à financer la nouvelle récolte de céréales.) Le tableau à la page 12 compare les changements survenus dans les prêts bancaires canadiens en 1952 et 1953.

La demande de prêts bancaires a été particulièrement forte en 1953 par suite de l'accumulation des stocks de marchandises et du crédit aux consommateurs. Le présent rapport fait mention plus haut de l'accroissement très accentué des stocks de marchandises en 1953, à comparer avec 1952. Des prêts fortement



**CHANGEMENTS TRIMESTRIELS DANS LES PRÊTS DES BANQUES  
À CHARTE À L'AGRICULTURE, L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE**  
(sauf les vendeurs de céréales)  
(millions de dollars)

- Changements durant les trimestres de 1952
- Changements durant les trimestres de 1953

## Banques à charte: Actif et passif canadiens

(millions de dollars)

	31 déc. 1952	31 déc. 1953	Changement
<b>Actif</b>			
Encaisse . . . . .	899	888	11
Titres du Gouvernement . . . . .	2,784	2,760	24
Prêts . . . . .	3,444	4,051	607
Titres autres que ceux du Gouvernement . . . . .	916	835	81
Total . . . . .	8,043	8,534	491
<b>Passif</b>			
Dépôts			
Gouvernement du Canada . . . . .	3	474	471
Public . . . . .	8,620	8,648	28
Total . . . . .	8,623	9,122	499
<i>Moins</i> : Transactions incomplètes	740	762	22
Tous autres facteurs (nets) . . . . .	7,883	8,360	477
Total . . . . .	8,043	8,534	491

accrus aux emprunteurs industriels, non moins que d'autres augmentations dans le cas des vendeurs et des marchands de céréales ont accompagné cet essor. Les prêts résultant de la hausse du crédit aux consommateurs ont accusé une augmentation moins élevée qu'en 1952 mais ils n'en ont pas moins continué à jouer un rôle important dans l'expansion des prêts bancaires au cours de 1953. Au cours de 1953 il y a eu aussi un nombre de demandes assez accru pour des prêts bancaires qui, d'une manière immédiate ou indirecte, fournissent des fonds qui répondent au besoin de capital des emprunteurs plutôt qu'à leurs nécessités courantes. Des avances plus fortes en vue de l'achat en 1953 d'Obligations d'épargne du Canada ont souligné les ventes d'obligations de la huitième émission, lesquelles furent notablement plus élevées que celles de l'émission précédente en 1952.

Au nombre des facteurs qui peuvent influencer la demande de crédit bancaire se trouvent les mouvements de capitaux à court terme dans la balance des paiements et les transactions nettes de valeurs négociables du Gouvernement du Canada détenues par le public, lesquelles se sont mieux équilibrées en 1953 que l'année précédente. En 1952 la sortie de fonds à court terme a occasionné des demandes d'emprunt plus fortes au Canada

## Changements approximatifs dans les prêts canadiens des banques à charte

(millions de dollars)

	<u>Année civile</u>		<u>Quatrième trimestre</u>	
	<u>1952</u>	<u>1953</u>	<u>1952</u>	<u>1953</u>
Gouvernement et autres services				
publics <sup>(1)</sup> . . . . .	28	16	13	13
Sur titres <sup>(2)</sup> . . . . .	105	38	145	167
Cultivateurs . . . . .	30	25	26	21
Marchands de céréales . . . . .	80	134	71	81
Industriels . . . . .	79	151	18	13
Vendeurs et sociétés de prêts à				
tempérament . . . . .	152	122	55	35
Autres entreprises . . . . .	10	56	13	8
Personnels (autres que sur titres) . . . . .	38	66	14	10
Total . . . . .	<u>308</u>	<u>607</u>	<u>216</u>	<u>169</u>
Total à l'exception des prêts prévus pour l'achat d'Obligations d'é- pargne du Canada et des prêts aux marchands de céréales . . . . .	<u>219</u>	<u>454</u>	<u>18</u>	<u>56</u>

(1) A l'exclusion du Gouvernement du Canada.

(2) Y compris les prêts personnels sur actions et obligations.

et, réciproquement, la vente nette considérable d'obligations du Gouvernement a en 1952 constitué un facteur important lorsqu'il s'est agi de répondre aux besoins de financement.

La réduction dans les valeurs autres que celles du Gouvernement au portefeuille des banques pendant 1953, au montant total de 81 millions de dollars, s'explique principalement du fait que ces titres sont parvenus à échéance plutôt que par un volume considérable de ventes nettes sur le marché.

Dans le rapport annuel de l'an dernier je rappelais que les restrictions d'urgence imposées directement au crédit aux consommateurs et au crédit aux banques en 1950 et en 1951 furent abrogées en mai 1952, laissant à la banque centrale le soin d'employer ses méthodes ordinaires pour régler le niveau du crédit bancaire total. L'augmentation notée en 1953 dans les prêts bancaires a été quelque peu restreinte durant les neuf premiers mois de l'année. Les proportions de l'encaisse ont été inférieures à celles de 1952 et les banques ont dû parfois disposer de titres du Gouvernement. Après une certaine hausse vers la fin de l'année, ces titres au portefeuille des banques à charte ont indiqué une baisse nette de 24 millions de dollars. Des changements dans les

titres du Gouvernement au portefeuille des banques à charte ont contribué à modifier les rendements à court terme mentionnés à la rubrique du marché des valeurs mobilières.

Les changements notés dans le bilan de la Banque du Canada et leur effet net sur les réserves des banques à charte sont résumés au tableau suivant :

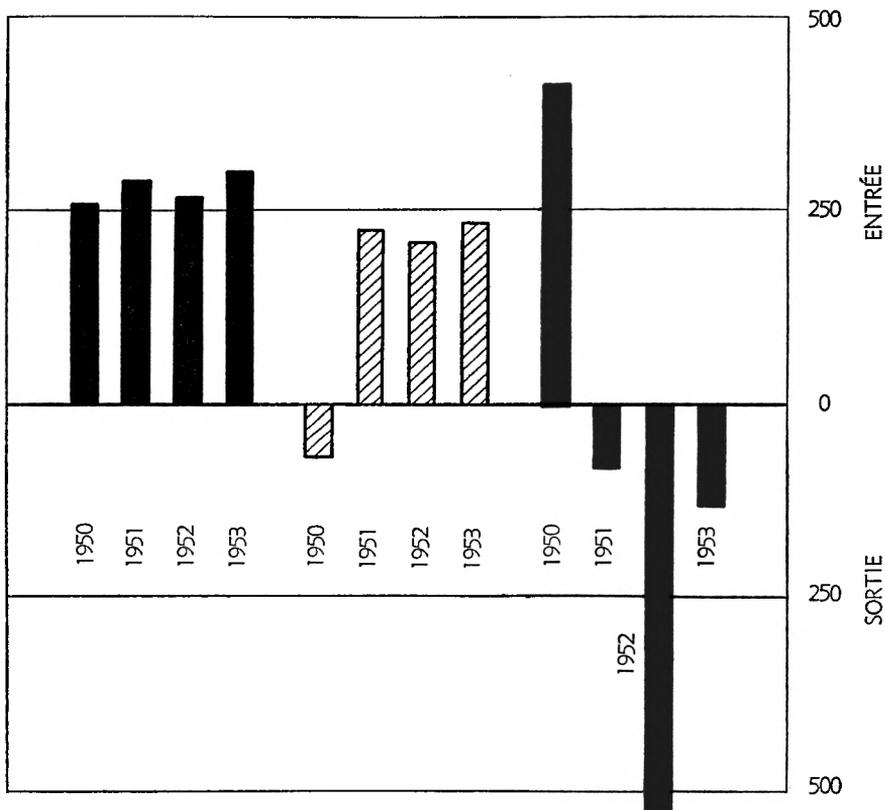
**Effets des changements dans les comptes de la Banque  
du Canada sur les réserves des banques à charte**

(millions de dollars)

Année civile 1953	<u>Diminution des réserves</u>	<u>Augmentation des réserves</u>
Augmentation du portefeuille en obligations du Gouvernement . . . . .		43.2
Augmentation des billets entre les mains du public .	46.6	
Augmentation dans les dépôts du Gouvernement du Canada . . . . .	50.4	
Diminution dans les autres dépôts . . . . .		15.0
Augmentation des avoirs nets en devises étrangères .		1.9
Augmentation dans les autres postes de l'actif moins autres postes du passif . . . . .		<u>25.5</u>
	<u>97.0</u>	85.6
A déduire . . . . .	<u>85.6</u>	
Diminution dans les réserves des banques à charte .	<u><u>11.4</u></u>	

La Banque du Canada a été un acheteur net de titres du Gouvernement au cours de 1953. Au cours des neuf premiers mois, alors que la demande de prêts bancaires était forte, la Banque du Canada a allégé quelque peu son portefeuille de titres du Gouvernement et l'encaisse des banques s'en est trouvée un peu resserrée. Pendant le dernier trimestre de l'année, la demande de prêts bancaires s'atténuant quelque peu, la Banque du Canada est devenue acheteur net de titres. Le niveau inférieur des réserves en caisse au 31 décembre 1953, à comparer avec le chiffre établi au 31 décembre 1952, comme l'indique le tableau qui précède, ne représentait pas la situation de l'encaisse pendant tout le dernier mois de 1953 alors que la moyenne quotidienne des réserves en caisse dépassait de 56 millions de dollars celles de décembre 1952.

**AVOIRS LIQUIDES DU PUBLIC** • Les avoirs liquides détenus en dehors du régime bancaire et des comptes du Gouvernement du Canada ont augmenté d'environ 265 millions de dollars en 1953, à comparer avec une hausse de 239 millions en 1952. L'expansion résultant d'une hausse plus accentuée du crédit bancaire pendant 1953 a été partiellement compensée par suite de la réduction nette de la dette fondée du Gouvernement du Canada



**FACTEURS EXTRAITS DU COMPTE CAPITAL INTERNATIONAL,  
1950 À 1953**  
(millions de dollars)

■ Placement direct net

▨ Nouvelles émissions nettes de valeurs

■ Facteurs apparaissant au tableau de la page 17 sous la rubrique "Autres déplacements de capital (nets)", principalement le capital à court terme.

indiquée au tableau suivant, réduction qui a également été beaucoup plus élevée que celle de l'année antérieure. De plus, l'influence nette de divers avoirs bancaires sur les disponibilités monétaires en 1953 a été beaucoup moindre qu'en 1952. Ces facteurs, accompagnés d'une analyse des avoirs liquides, apparaissent au tableau suivant:

**Certains avoirs liquides au portefeuille public**  
(millions de dollars)

	Au 31 déc. 1953	Changements durant	
		1952	1953
<b>Avoirs liquides</b>			
Billets et pièces de monnaie . . . . .	1,429	102	52
Dépôts actifs des banques . . . . .	3,705	228	91
Dépôts inactifs sur préavis . . . . .	4,211	235	82
Titres du Gouvernement du Canada			
Emissions marchandes . . . . .	7,653	382	159
Emissions non-marchandes . . . . .	1,631	56	381
<b>Total des avoirs liquides . . . . .</b>	<b>18,629</b>	<b>239</b>	<b>265</b>
<b>Facteurs connexes</b>			
Prêts des banques à charte et avoirs autres que titres du Gouvernement . . . . .	4,886	302	526
Dette fondée (nette) du Gouvernement du Canada <sup>(1)</sup> . . . . .	13,788	118	266
Situation nette à l'étranger des banques à charte et tous autres facteurs (nets) . . . . .	45	55	5
<b>Total des facteurs connexes . . . . .</b>	<b>18,629</b>	<b>239</b>	<b>265</b>

(1) Y compris la dette garantie, déduction faite des dépôts du Gouvernement et des valeurs au portefeuille de la Caisse d'assurance-chômage et autres comptes du Gouvernement.

L'année entière a été témoin d'un déclin de 91 millions de dollars dans les dépôts actifs des banques, par comparaison avec une hausse de 228 millions en 1952. Le montant de la monnaie en circulation active s'est accru de 52 millions de dollars, une baisse marquée par rapport au taux d'augmentation antérieur. Les dépôts inactifs en banque ont accusé en 1953 une hausse de 82 millions de dollars seulement par comparaison avec 235 millions pour 1952. Quant aux dépôts en banque on croit qu'un des principaux points de comparaison repose sur un changement d'attitude du public qui, après avoir été un vendeur net de titres du Gouvernement du Canada en 1952, en est devenu un acheteur net en 1953. En ce qui concerne l'acheteur particulier parmi le grand public, le principal changement noté dans les valeurs en portefeuille

fut une beaucoup plus forte acquisition d'Obligations d'épargne du Canada en 1953. En dehors de l'acheteur particulier la baisse des émissions négociables d'obligations du Gouvernement du Canada en portefeuille a été beaucoup moindre en 1953 qu'en 1952.

**SOLDE DES PAIEMENTS** • A plusieurs égards le résultat des transactions canadiennes avec les pays étrangers au cours de 1953 s'est écarté sensiblement de la situation notée en 1952. Dans le rapport annuel de l'an dernier je mentionnais que le volume réel de nos exportations et celui de nos importations avaient augmenté dans la même proportion en 1952 mais qu'une amélioration de nos conditions commerciales avait occasionné une hausse en dollars plus élevée dans les exportations que dans les importations, ce qui nous permit d'obtenir un surplus net dans notre commerce avec l'étranger, notre compte courant s'en trouvant sensiblement amélioré. En 1953 la tendance vers la hausse dans le volume réel de nos importations s'est maintenue à peu près au même rythme qu'en 1952 mais le volume réel de nos exportations a accusé un léger fléchissement. Nos conditions commerciales n'ont accusé que peu de changements en 1953 et la hausse accrue du volume des importations a suscité un changement semblable dans la balance du commerce en marchandises, comme il est indiqué au tableau suivant :

#### Commerce en Marchandises<sup>(1)</sup>

	Millions de dollars		Indices 1952 = 100	
	1952	1953	Prix	Volume
Exportations . . . . .	4,356	4,173	98	98
Importations . . . . .	4,031	4,387	100	109
Balance . . . . .	325	214		

(1) Rapports commerciaux préliminaires non révisés, y compris les réexportations. Les chiffres relatifs au prix et au volume ne sont qu'approximatifs.

Le changement dans notre balance du commerce en marchandises fut le principal élément de fluctuation dans la balance de notre compte courant international, le surplus de 151 millions de dollars établi en 1952 s'étant transformé en un déficit de près de 450 millions de dollars au cours de 1953. Il est encore trop tôt pour pouvoir offrir une appréciation exacte des divers changements au compte capital de la balance des paiements qui ont accompagné la mutation au compte courant. Toutefois, en se basant sur les renseignements obtenus pour les trois premiers trimestres de l'année et sur les données partielles du dernier trimestre, il est possible de dresser des prévisions approximatives qui serviront à illustrer la situation. Ces prévisions sont indiquées au tableau suivant :

**Solde canadien des paiements internationaux**  
(millions de dollars)

	Chiffre réel 1952	Prévision <sup>(1)</sup> 1953
Solde du compte courant (un chiffre rouge indique un déficit) . . . . .	151	450
Compte capital (entrée ou sortie)		
Placement direct (net) . . . . .	268	300
Transactions en valeurs (nettes) . . . . .	125	150 <sup>(2)</sup>
Remboursements de prêts par des gouvernements étrangers . . . . .	56	87
Or et dollars au portefeuille officiel <sup>(3)</sup> . . . . .	80	42 <sup>(2)</sup>
Autres déplacements de capital (nets) . . . . .	520	129
Solde du compte capital . . . . .	151	450

- (1) Prévisions de la Banque du Canada.
- (2) Après l'achat de 75 millions de dollars en obligations du Gouvernement du Canada à New York en mai 1953 à même les disponibilités de l'or et des dollars au portefeuille officiel.
- (3) Un chiffre rouge indique une hausse au portefeuille.

Le principal changement en 1953 au compte capital du solde des paiements, si on le compare à celui de 1952, se trouve sous la rubrique "autres déplacements de capital (nets)", ces derniers consistant pour la plupart en déplacements de capitaux à court terme. En 1952 une partie importante d'un fort déplacement de capitaux à court terme vers l'extérieur semble avoir été des changements dans les montants commerciaux à payer et à recevoir et des augmentations dans les soldes de change étranger détenus par les particuliers. En 1953 ces mouvements de capitaux s'équilibraient un peu mieux. L'entrée persistante et considérable au pays de placements directs et de recettes provenant de valeurs émises à l'étranger a, en conséquence, assuré un fort surplus net au compte capital. Ceci a eu pour effet d'équilibrer le déficit au compte courant sans occasionner de changement notable soit dans le niveau des réserves officielles de change étranger ou dans la valeur du dollar canadien à l'étranger. Les réserves officielles d'or et de dollars des Etats-Unis se chiffraient à 1,860 millions de dollars au 31 décembre 1952, et à 1,818 millions au 31 décembre 1953. Aux mêmes dates, le dollar des Etats-Unis était coté à \$.971 et à \$.974 respectivement exprimé en dollar canadien.

**COMMERCE INTERNATIONAL** • Dans le rapport annuel de l'an dernier je soulignais certains signes encourageants qui laissaient alors prévoir un changement dans la manière dont certains pays importants envisageaient l'équilibre des paiements et les problèmes relatifs aux méthodes commerciales. Au cours de 1953 d'autres progrès ont été accomplis en ce sens.

Certains événements de l'année ont facilité la préparation de mesures destinées à libérer davantage le commerce international. Les pressions inflationnaires ont été beaucoup moins généralisées. Résultat indirect partiel de cette phase, le prix de l'or sur les marchés à prime, exprimé en dollars des États-Unis, a fléchi presque jusqu'au niveau du prix officiel des États-Unis, ce qui a eu comme effet de décourager le déplacement de l'or vers des portefeuilles non officiels. L'encaisse officielle d'or et des dollars des États-Unis de quelques pays a augmenté sensiblement. Certains pays ont préféré importer des sources d'approvisionnement les moins onéreuses, quelle que fût la devise employée, quoique cette amélioration ait jusqu'ici été plus apparente dans le cas des denrées alimentaires essentielles et des matières premières que dans celui de la marchandise fabriquée. Enfin on s'est montré plus enclin à admettre que la convertibilité de certaines devises est un projet réalisable plutôt qu'un espoir réservé à un avenir lointain.

Evidemment le tableau n'a pas été absolument sans ombres. Ceux qui sont d'avis que les restrictions imposées à l'importation, qu'elles fassent preuve de distinction arbitraire ou non, devraient être soit maintenues ou relâchées très lentement, prétendent que l'augmentation des réserves d'or et de dollars n'a été rendue possible que par l'existence de restrictions, que la ligne de conduite éventuelle des États-Unis, tant en ce qui concerne leur commerce que leur aide financière, demeure obscure, et qu'un retrait économique aux États-Unis pourrait soulever de nouveaux problèmes dans le domaine international. On s'opposera toujours à l'élimination des restrictions qui offrent une certaine protection contre la concurrence. L'avenir nous dira si un ou plusieurs pays doivent prendre cette initiative en 1954. Il semble y avoir aujourd'hui plus d'occasions de mesures créatrices qu'en tout autre temps depuis la guerre.

**BILLETS EN CIRCULATION** • La Banque du Canada avait en cours au 31 décembre 1953 \$1,599,124,687 en billets, soit \$37,931,626 de plus pour l'année, à comparer avec une augmentation de \$97,032,275 en 1952. Sur le total des billets en circulation au 31 décembre 1953, \$264,000,000 étaient détenus par les banques à charte et \$1,335,000,000 par d'autres. L'augmentation dans les billets détenus par d'autres que les banques à charte en 1953 s'est chiffrée à \$47,000,000.

**OBLIGATIONS DE LA BANQUE D'EXPANSION INDUSTRIELLE** • Au 31 décembre 1953, la Banque détenait des obligations de la Banque d'expansion industrielle au montant de \$11,252,100, une hausse de \$5,464,591 à comparer avec la même date l'an dernier.

**DETTE PUBLIQUE** • La Banque, à titre d'agent financier du Gouvernement, a assumé un nombre remarquablement élevé de nouvelles émissions et d'opérations relatives à la Dette publique au cours de 1953. En janvier la Banque a convenu d'acheter du Gouvernement toute une nouvelle émission de 100 millions de dollars en obligations à  $3\frac{3}{4}$  p. cent avec échéance en 1978. Ces obligations ont, dans la suite, été vendues sur le marché par la Banque du Canada aux prix courants, la vente se répartissant sur une période de quelques mois. Cette opération fut entreprise dans le but d'établir sur le marché une émission négociable d'une durée beaucoup plus longue que celle de tout autre titre alors en cours, en prévision d'un financement plus considérable de l'Etat par des émissions à long terme lorsque ces émissions seraient jugées recommandables.

Durant le premier semestre de l'année les bons du Trésor sont passés d'une émission semi-mensuelle de bons à 91 jours à une émission hebdomadaire de bons à 91 jours et à 273 jours. Le montant total en cours a graduellement été augmenté de 450 millions de dollars à 650 millions et les fonds additionnels ont servi, durant le mois de mai, à retirer 200 millions de dollars en certificats de dépôt à six mois détenus par le régime bancaire.

En février, une opération de remboursement a été complétée par l'émission de 300 millions de dollars en nouvelles obligations dans le but d'obtenir la majeure partie des fonds requis pour rencontrer, le 2 mars, une échéance de 325 millions de dollars en obligations à  $1\frac{1}{2}$  p. cent. Les nouvelles émissions se composaient de 100 millions de dollars en obligations à 2 p. cent échéant en juillet 1954 et de 200 millions en obligations à  $2\frac{1}{4}$  p. cent échéant en juillet 1955.

En octobre, une nouvelle opération de remboursement a été entreprise afin de lever les fonds requis pour retirer 500 millions de dollars en obligations à 2 p. cent avec échéance au 1er novembre et afin de convertir un montant de 200 millions de dollars d'une émission totale de 670 millions en obligations à 3 p. cent avec échéance au 1er mars 1954. Les émissions vendues consistaient en un montant additionnel de 400 millions de dollars ajouté à l'émission d'obligations à  $2\frac{1}{4}$  p. cent avec échéance en juillet 1955 et en une nouvelle émission de 300 millions de dollars en obligations à 3 p. cent avec échéance en mai 1958.

La 8ème émission des Obligations d'épargne du Canada avec intérêt annuel de  $3\frac{3}{4}$  p. cent a été offerte en vente au mois d'octobre. Des efforts ont été faits pour augmenter sensiblement la vente de ces obligations et fournir par là une partie des fonds requis par le Gouvernement pour rencontrer ses échéances en 1954. Le 21 décembre, avis fut donné que la vente de l'émission cesserait à la fin de l'année. En fin de compte, les ventes au 31 décembre atteignirent un total de 900 millions de dollars, à

comparer avec le chiffre de 341 millions atteint par les ventes de la 7<sup>ème</sup> émission durant 1952. Les encaissements d'Obligations d'épargne du Canada en 1953 avant l'offre de la 8<sup>ème</sup> émission furent à peu près semblables à ceux de la même période en 1952 mais le taux d'intérêt plus élevé de la nouvelle émission a donné lieu à une augmentation considérable dans l'encaissement des émissions antérieures pendant le dernier trimestre de l'année. En somme, le montant en cours des Obligations d'épargne du Canada pour toutes les émissions s'est accru d'un montant net de 413 millions de dollars durant l'année, atteignant un total de 1,622 millions au 31 décembre. Les certificats d'épargne de guerre en cours non parvenus à échéance ont fléchi de 32 millions de dollars au cours de l'année et au 31 décembre 1953 le montant s'établissait à 9 millions de dollars seulement.

**PROFITS ET PERTES** • Le profit net de nos opérations en 1953, après avoir établi les provisions pour éventualités et réserves, a été de \$44,092,807. Le paiement d'un dividende de \$225,000 sur le capital-actions au nom du ministre des Finances a laissé un montant de \$43,867,807, en comparaison de \$28,791,710 en 1952. Des rendements moyens plus élevés dans les valeurs à court terme du Gouvernement du Canada, auxquels il a été fait allusion à la page 9, ont été responsables d'une forte part de l'augmentation dans le bénéfice net de la Banque. D'autres facteurs incluent un montant moyen quelque peu plus élevé dans les valeurs en portefeuille et une diminution dans les dépenses. En conformité de l'article 28(c) de la Loi sur la Banque du Canada, la totalité du surplus a été versée au Receveur général pour être placée au crédit du Fonds du revenu consolidé.

**TAUX DE LA BANQUE** • Le taux de la Banque n'a pas changé et est demeuré à 2 p. cent en 1953.

**PERSONNEL** • Le personnel de la Banque comptait 737 employés au 31 décembre 1953, à comparer avec 764 l'an dernier à pareille date. Cette diminution s'explique en grande partie par la poursuite du programme tendant à simplifier et à mécaniser les méthodes de travail.

De nouveau, je tiens à remercier le personnel de la loyauté de ses services et de sa collaboration au cours de l'année écoulée.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

*Le gouverneur,*

G. F. TOWERS.

B I L A N ►

# BANQUE DU CANADA • BILAN

## ACTIF

### Change Etranger:

Livres sterling et dollars des Etats-Unis

d'Amérique — valeur du  
marché . . . . . \$ 54,947,888

Autres devises — valeur du  
marché . . . . . 152,697 \$ 55,100,585

**Monnaies Divisionnaires** . . . . . 386,296

**Chèques sur autres Banques** . . . . . 43,191,538

### Placements — ne dépassant pas la valeur courante:

Titres à courte échéance émis  
ou garantis par le gouverne-  
ment du Canada ou d'une  
province . . . . . \$1,376,569,446

Autres titres émis ou garantis  
par le gouvernement du  
Canada ou d'une province . . . . . 893,651,853

Titres divers . . . . . 23,387,362

Intérêt couru . . . . . 14,569,595 2,308,178,256

### Banque d'expansion industrielle:

Prix d'achat de tout le capital-actions . . . . . 25,000,000

### Immeubles de la banque:

Terrains, bâtiments et mobilier au prix  
côtant moins les amortissements . . . . . 4,811,955

**Tout autre actif** . . . . . 525,458

\$2,437,194,088

*Le gouverneur,*  
G. F. TOWERS

*Le comptable en chef,*  
H. R. EXTENCE

# ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 1953

## PASSIF

### Capital versé:

Autorisé et émis —  
 100,000 actions d'une valeur au pair de  
 \$50 chacune . . . . . \$ 5,000,000

Fonds de réserve . . . . . 10,050,367

Billets en circulation . . . . . 1,599,124,687

### Dépôts:

Gouvernement du Canada \$ 95,392,595  
 Banques à charte . . . 623,885,553  
 Autres dépôts . . . . 29,526,637 748,804,785

### Passif payable en livres sterling, dollars des États-Unis et autres devises étrangères:

Au gouvernement du Canada 57,226,504  
 A d'autres . . . . . 6,614,515 63,841,019

### Tout autre passif

(dont chèques de la Banque du Canada  
 en cours de règlement \$10,022,059) . 10,373,230

\$2,437,194,088

**RAPPORT DES VÉRIFICATEURS** — Nous avons examiné le bilan de la Banque du Canada, arrêté au 31 décembre 1953, et nous avons obtenu tous les renseignements et les explications que nous avons demandés. Nous faisons rapport que, dans notre opinion, ce bilan démontre véritablement la situation de la Banque au 31 décembre 1953, au mieux de notre connaissance et telle qu'elle est indiquée aux livres de la Banque.

J. GRANT GLASSCO, F.C.A.,  
 de Clarkson, Gordon & Co.

MAURICE SAMSON, C.A.,  
 de Chartré, Samson, Beauvais, Bélair & Cie.

Ottawa, Canada, le 22 janvier 1954.

## COMPTE DE PROFITS ET PERTES

*pour l'année terminée le 31 décembre 1953*

•

PROFITS POUR L'ANNÉE TERMINÉE LE 31  
DÉCEMBRE 1953, déduction faite des provisions  
pour éventualités et réserves . . . . \$ 44,092,807

RÉPARTIS COMME SUIT: Dividendes pour l'année  
terminée le 31 décembre 1953 au taux de 4½%  
l'an:

<i>No 38 payé le 2 juillet 1953</i>	\$112,500	
<i>No 39 payable le 2 janvier 1954</i>	112,500	225,000
	<hr/>	<hr/>

SOLDE VERSÉ AU RECEVEUR GÉNÉRAL DU  
CANADA pour crédit au Fonds du revenu  
consolidé . . . . . \$ 43,867,807

---

---

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

•

G. F. TOWERS, C.M.G., *Gouverneur*

J. E. COYNE, *Sous-gouverneur*

W. D. BLACK, *Waterdown, Ont.*  
*Membre du comité de direction*

E. G. BURTON, C.B.E., *Toronto, Ont.*

J. L. CAVANAGH, *New Glasgow, N.-E.*

G. G. COOTE, *Nanton, Alb.*

N. A. HESLER, *Sackville, N.-B.*

W. A. JOHNSTON, C.R., *Winnipeg, Man.*

A. STEWART McNICHOLS, *Montréal, Qué.*

R. H. MILLIKEN, C.R., *Régina, Sask.*

A. C. PICARD, *Québec, Qué.*

H. A. RUSSELL, *Saint-Jean, T.-N.*

HAROLD B. SCHURMAN, *Summerside, I.P.-E.*

A. C. TAYLOR, C.B.E., *Vancouver, C.-B.*

### MEMBRE D'OFFICE

K. W. TAYLOR, C.B.E., *Sous-ministre des Finances, Ottawa, Ont.*

## DIRECTION

G. F. TOWERS, C.M.G., *Gouverneur* J. E. COYNE, *Sous-gouverneur*  
L.-P. SAINT-AMOUR, *Sous-gouverneur adjoint*  
L. F. MUNDY, *Secrétaire*  
L. RASMINSKY, C.B.E., *Adjoint exécutif des gouverneurs*  
J. R. BEATTIE, *Adjoint exécutif des gouverneurs*  
R. B. MCKIBBIN, *Conseiller en valeurs*  
H. R. EXTENCE, *Comptable en chef* E. METCALFE, *Vérificateur*

## SECRETARIAT

L. F. MUNDY, *Secrétaire*  
P. D. SMITH, *Sous-secrétaire* C. H. RICHARDSON, *Sous-secrétaire*  
L. P. J. ROY, *Sous-secrétaire*  
R. F. ARCHAMBAULT, *Préposé au personnel* Mlle M. K. ROWLAND, *Préposée au personnel*

Service de la Monnaie: H. W. THOMPSON, *Chef suppléant*  
J. U. RANGER, *Sous-chef*

Service de la Dette Publique: M. G. ANDERSON, *Chef*  
F. M. PETERS, *Sous-chef*

## DÉPARTEMENT DES ÉTUDES

W. E. SCOTT, *Chef*  
R. W. LAWSON, *Sous-chef*  
J. E. HOWES, *Chef adjoint* W. E. DUFFETT, *Chef adjoint*  
G. K. BOUEY, *Chef adjoint* G. S. WATTS, *Préposé aux Recherches*  
B. J. DRABBLE, *représentant à Montréal*

## DÉPARTEMENT DES VALEURS

H. A. BENHAM, *Chef*  
C. H. BROUGHALL, *Chef adjoint* J. B. MACFARLANE, *Chef adjoint*  
H. G. GAMMELL, *représentant à Toronto* L. E. MAYHEW, *représentant à Montréal*

## DÉPARTEMENT DU CHANGE ÉTRANGER

S. TURK, *Chef*  
W. A. CAMERON, *Sous-chef* P. WATT, *représentant à Toronto*

## AGENCES

•

Calgary, Alb. . . . J. PARRY, *Agent*

Halifax, N.-E. . . . J. C. NESBITT, *Agent*

Montréal, Qué. . . . J. H. C. DESMARAIS, *Agent*  
A. HUBERDEAU, *Sous-agent*

Ottawa, Ont. . . . J. K. FERGUSON, *Agent*

Régina, Sask. . . . F. J. WILKS, *Agent*

Saint-Jean, N.-B. . . . G. R. BONNER, *Agent*

Toronto, Ont. . . . E. FRICKER, *Agent*  
R. J. LILLIE, *Sous-agent*

Vancouver, C.-B. . . . W. D. FARRELL, *Agent*

Winnipeg, Man. . . . G. A. IVEY, *Agent*





